



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

ECE/CES/GE.42/2007/3  
5 avril 2007

Original: FRANCAIS

---

**COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE COMMISSION DE STATISTIQUE**  
**CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS**

Réunion d'experts sur les registres des activités  
industrielles et commerciales

Dixième réunion  
Genève, 18-19 juin 2007  
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

**AMÉLIORATIONS DE LA QUALITÉ DES REGISTRES DES ACTIVITÉS  
INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES ET INCIDENCES DES RÉVISIONS DE LA  
NOMENCLATURE GÉNÉRALE DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS LES  
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (NACE) ET DE LA CLASSIFICATION  
INTERNATIONALE TYPE, PAR INDUSTRIE,  
DE TOUTES LES BRANCHES D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (CITI)**

**AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES RÉPERTOIRES D'ENTREPRISES**

Présenté par la France

La réunion est organisée conjointement avec le l'Office statistique des Communautés européennes (EUROSTAT) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

**Résumé**

Le présent document a été établi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), à la demande du Groupe directeur sur les registres des activités industrielles et commerciales, en vue de sa présentation et de son examen lors de la Réunion d'experts conjointe CEE/Eurostat/OCDE qui se tiendra à Genève les 18 et 19 juin 2007.

En s'appuyant sur l'expérience du répertoire français, l'INSEE présente, dans ce document, des informations indiquant qu'il est possible d'améliorer la qualité des registres des activités industrielles et commerciales tant sur le plan inter-administratif que statistique.

## **I. INTRODUCTION**

1. S'appuyant sur l'exemple du répertoire français, Système national d'Identification du Répertoire des Entreprises et de leurs Etablissements (SIRENE), ce document cherche à montrer comment on peut améliorer la qualité d'un répertoire d'entreprises à vocation à la fois inter-administrative et statistique.
2. Après une présentation rapide du répertoire SIRENE, de son contenu et des raisons de son existence, les concepts de qualité d'un produit, puis de qualité d'un répertoire seront abordés. Le rapport décrit ensuite comment une «démarche qualité» a été développée pour la gestion du répertoire SIRENE est ensuite rappelé et expose les apports de la refonte du mode de gestion de SIRENE (projet SIRENE3) en termes d'amélioration de la qualité. Enfin, sont présentés des exemples d'opérations menées, avec quelques indications sur leur volume.

## **II. PRÉSENTATION DE SIRENE**

3. Toutes les entreprises et tous leurs établissements situés en France sont immatriculés dans un répertoire national d'identification appelé SIRENE<sup>1</sup>. Ce répertoire s'inscrit dans un cadre réglementaire dans lequel l'INSEE a pour mission d'identifier les entreprises (unités légales) et leurs établissements, à partir de documents transmis par des centres de formalités des entreprises (CFE), points d'accueil créés pour prendre en compte l'ensemble des démarches administratives qui leur incombent. Depuis une loi du 11 février 1994 créant le numéro unique d'identification, il est également au cœur du système inter-administratif, cette identification s'imposant à toutes les administrations pour leurs relations avec les entreprises.
4. Le répertoire SIRENE enregistre l'état civil des entreprises: le nom, le prénom, la date et le lieu de naissance de la personne physique (lorsqu'il s'agit d'une entreprise individuelle) ou la dénomination (pour une personne morale). Sont aussi enregistrés la forme juridique de l'entreprise, l'adresse de son siège social, la date de sa création et, le cas échéant, sa cessation d'activité. Pour les établissements sont indiquées leur adresse ainsi que la date et l'origine de leur création. Outre ces données d'identification, le répertoire contient pour chacune des unités inscrites le code d'Activité Principale Exercée (APE) attribué par l'INSEE en référence à la Nomenclature d'Activités Française (NAF) et l'effectif salarié.
5. De plus, depuis la création de SIRENE, l'INSEE a fait en sorte que ce répertoire soit à la fois système d'identification et recensement permanent de l'ensemble des activités productives, puisqu'il permet également d'enregistrer des événements (restructuration, embauche de salariés...) qui se produisent au cours de la vie des unités légales.
6. Cette richesse fait, qu'en dehors de l'utilisation réglementaire due au caractère inter administratif du répertoire, SIRENE est aussi exploité dans la sphère statistique et dans la sphère commerciale. C'est pourquoi le choix a été fait d'inscrire dans SIRENE des données associées aux unités enregistrées, dont la liste a été établie après consultation des utilisateurs statisticiens. Ainsi, outre des variables d'identification, on trouve dans le répertoire des variables

---

<sup>1</sup> Créé par le décret modifié du n° 73-314 du 14 mars 1973.

de classement économique (unités ayant une consistance économique, unités employeuses de salariés...), des variables concernant les effectifs salariés (effectif salarié à la création, effectif salarié au 31/12 de chaque année, équivalents temps plein...), le chiffre d'affaires, des variables reflétant des liens entre établissements ou unités légales (location gérance) et des variables de gestion (en particulier celles permettant de gérer la diffusion des unités ou la confidentialité des données).

7. Au final, de nombreuses données sont donc fournies par le circuit inter-administratif, d'autres proviennent de sources statistiques et au 1<sup>er</sup> janvier 2006, 6,72 millions d'entreprises pour 7,66 millions d'établissements sont identifiés au répertoire.

### III. DE LA QUALITÉ À UNE DÉMARCHE QUALITÉ

8. Il ne s'agit pas ici d'une présentation exhaustive, ni méthodique de la notion de qualité, mais de décrire les aspects adaptés au cas d'un répertoire et comment tout cela conduit à construire une «démarche qualité». Elle est le résultat des réflexions d'un groupe de travail mené en 2000 sur ce thème.

#### A. Qualité du produit

9. Quoique fréquemment utilisée, l'interprétation du mot «qualité» est large. Si on retient la définition normalisée<sup>2</sup> au niveau international, on considèrera que la qualité d'un produit ou d'un service est «*l'ensemble des caractéristiques d'une entité qui lui confèrent l'aptitude à satisfaire des besoins exprimés et implicites*». Cette définition met donc en évidence que :

- (a) La qualité est un ensemble de caractéristiques qui ont un caractère objectif à condition de les mesurer;
- (b) La finalité de ces caractéristiques est la satisfaction des besoins des utilisateurs.

10. La qualité, ce n'est donc pas la performance *maximale*, mais le respect de la performance *spécifiée* et donc attendue.

11. Il faut cependant noter que pour un même produit, tous les utilisateurs n'ont pas les mêmes attentes, la même hiérarchie des priorités.

12. Par ailleurs, la qualité peut se mesurer de différentes façons: mesure des caractéristiques, dénombrement des anomalies, évaluation de la satisfaction des utilisateurs.

#### B. Démarche qualité

13. L'approche de la qualité en terme de produit comporte des limites. En effet, pour l'utilisateur, il est coûteux d'organiser une vérification systématique, et pour le producteur, le rejet d'un produit se traduit par des pertes (argent et temps). C'est donc dès la production qu'on

---

<sup>2</sup> Norme ISO 8402.

doit assurer la qualité: en conséquence, on distingue la maîtrise de la qualité et l'assurance de la qualité.

14. La maîtrise de la qualité est un objectif interne: il s'agit pour l'entreprise de définir, de mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour que le produit ait les caractéristiques voulues, c'est-à-dire de limiter les erreurs et les corriger.

15. L'assurance de la qualité concerne les relations avec un client (éventuellement interne): c'est en quelque sorte l'organisation de la confiance client-fournisseur.

16. Il est aussi indispensable que l'organisation soit efficace. Pour que les efforts de tous convergent, il est nécessaire que toutes les étapes soient spécifiées et décrites dans des instructions aussi précises que possible. La formation des personnels, leur implication et leur sensibilisation à la démarche jouent aussi un rôle important. Il s'agit là d'une **démarche-type de la maîtrise de la qualité** appelée P-D-C-A (Plan-Do-Check-Act qui se traduit par Préparer-Faire-Evaluer-Améliorer): elle propose une approche méthodique de la maîtrise de la qualité et s'inscrit dans une dynamique d'amélioration continue.

17. Enfin, il faut souligner qu'une telle «démarche qualité» s'inscrit dans l'*espace* et dans le *temps*. Dans l'*espace* car tous les acteurs du processus de production sont concernés: il ne suffit pas que chacun fasse «au mieux» (de son point de vue) pour que le résultat d'ensemble final soit satisfaisant. En effet d'une part, rien n'assure que les priorités des uns et des autres sont les mêmes, d'autre part l'aspect organisation est déterminant. C'est un aspect paradoxal de la qualité:

- (a) Tout le monde fait de la qualité, dans le sens où toutes les personnes impliquées dans le processus de production réalisent leurs tâches de leur mieux;
- (b) Personne ne fait de la qualité, car une démarche qualité suppose des actions coordonnées, standardisées, affichées.

18. Enfin, la dimension temporelle est essentielle: la «démarche qualité» nécessite un travail en profondeur dont les effets ne sont pas tous immédiats. Elle est à l'opposé d'une opération «coup de poing». Peut-être plus que le niveau des indicateurs, c'est leur évolution qui est intéressante.

#### C. Recensement des besoins

19. Comme sa définition normalisée le souligne, la qualité n'a de sens que par rapport aux attentes des utilisateurs. Dans l'application à SIRENE, il est indispensable de distinguer les différentes missions du répertoire :

- (a) Utilisation inter-administrative;
- (b) Diffusion des informations du répertoire;
- (c) Utilisation pour les statistiques.

#### Utilisation inter-administrative

Besoins des associés à la gestion du répertoire

20. Le terme «associé» regroupe les associés réglementaires (centres de formalités des entreprises, organismes sociaux ou administration fiscale). Leurs besoins concernent le répertoire lui-même mais aussi le fonctionnement du circuit; trois besoins semblent prioritaires:

- (a) Une inscription au répertoire dans les délais les plus brefs;
- (b) Une identification unique pour chaque unité;
- (c) La cohérence entre SIRENE et les registres légaux et les répertoires administratifs concernant les entreprises (registres du commerce, de l'artisanat, fichiers sociaux et fiscaux), ce qui constitue la concrétisation de la règle du numéro unique.

#### Besoins des entreprises

21. Ils reflètent pour une grande part ceux des associés: inscription rapide, unique, cohérente avec les autres fichiers administratifs et juridiques. D'autres préoccupations leur sont spécifiques:

- (a) Le code décrivant leur activité principale : elles souhaitent se voir attribuer le code activité qui leur semble approprié (le codage de l'activité est la source de litige la plus fréquente avec l'INSEE);
- (b) La mention de cessation d'activité qui risque de les pénaliser si elle est mentionnée à tort dans le répertoire, compte tenu du caractère public de ce dernier.

#### Besoins liés à la mise à disposition des informations du répertoire

22. Un des articles du décret SIRENE précise que l'INSEE met à la disposition du public certaines données du répertoire (à l'exception de la date et du lieu de naissance des personnes physiques.) Les services chargés de cette diffusion sont particulièrement sensibles à la variable «adresse», que ce soit son exactitude ou sa la conformité aux normes postales.

23. Cependant, si le souci d'une adresse de qualité est fréquemment cité par les diffuseurs (sans doute en raison de la «sanction» immédiate et visible que provoque une adresse erronée), ces derniers souhaitent aussi que le répertoire fournisse un code activité correct et une indication pertinente de la taille des entreprises.

24. Une autre demande récurrente en provenance des diffuseurs porte sur une capacité de réaction rapide face à des critiques signalées par les utilisateurs de l'information. Ces dernières peuvent concerner des modalités erronées ou invalides et des variables manquantes.

#### Besoins liés à l'utilisation de SIRENE comme répertoire statistique

25. SIRENE est aussi naturellement largement exploité dans la sphère statistique.

- (a) Démographie d'entreprises

De par sa définition, SIRENE permet de suivre la démographie d'entreprises: analyse conjoncturelle (des statistiques de créations d'entreprises sont publiées mensuellement, très suivies par les acteurs économiques et

politiques), statistiques structurelles de démographie des entreprises et des établissements, description et suivi des caractéristiques des créateurs et des nouvelles entreprises.

(b) Base de sondage

Son exhaustivité et son contenu permettent au répertoire d'être un référentiel pour le tirage d'échantillons. Les données d'identification (nom, adresse) et de stratification (activité, taille, région d'implantation, chiffre d'affaires) sont donc essentielles et se doivent d'être de bonne qualité. Il est de plus nécessaire pour les besoins des statisticiens de les compléter par des métadonnées (date de mise à jour, source de mise à jour, indicateurs de qualité...).

SIRENE vise également un «zéro défaut» sur les plus grosses unités (toutes les variables sont concernées: adresse, effectif...).

(c) Gestionnaires d'enquêtes

L'exploitation de sources administratives (fiscales ou sociales) ou d'enquêtes peut conduire des statisticiens à s'interroger sur des données du répertoire: ils disposent en effet parfois de données plus récentes ou peuvent constater sans l'expliquer des divergences (adresse d'établissements ou données économiques).

#### **IV. LA REFONTE DE SIRENE ET LA PRISE EN COMPTE DE LA QUALITÉ**

26. Mettre à disposition un répertoire de qualité est depuis toujours une préoccupation des responsables de SIRENE. La qualité comme on l'a vu, c'est l'aptitude à satisfaire les besoins des utilisateurs. Les données gérées, les fonctionnalités assurées, les fichiers mis à disposition des utilisateurs participent à la qualité du répertoire.

A. Historique

27. Depuis longtemps, les besoins des utilisateurs et en particulier des statisticiens ont été pris en compte dans le répertoire grâce à une démarche active de communication. Une «mission nationale qualité» avait été mise en place. Elle avait débouché par exemple sur la mise à jour annuelle du code activité à partir des enquêtes annuelles d'entreprises (enquêtes auprès des entreprises collectant des données sur la structure des entreprises en vue notamment de la réponse au règlement communautaire sur les statistiques structurelles.) Par ailleurs, des réflexions avaient été menées pour caractériser les populations d'entreprises qui présentent une forte présomption de cessation d'activité : en effet, faire figurer au répertoire comme réputées actives des unités qui ne sont plus est à juste titre considéré comme un point faible du répertoire.

28. Mais malgré tout les moyens restaient modestes comparés à l'ampleur de la tâche. Avec le recul et la réflexion plus approfondie sur la démarche qualité, il est apparu que cette démarche intuitive, à coût limité, n'a pas offert la visibilité et l'affichage qui favorisent la mise en place d'une démarche qualité partagée par tous (cf. § 2 *supra*).

29. D'autres points faibles avaient également été mis en lumière: manque de réactivité quand une erreur était signalée, impossibilité de corriger certaines erreurs dans les traitements informatiques qui étaient en place. Des expériences régionales avaient aussi montré que la vérification systématique des unités à partir d'un certain seuil était très coûteuse en temps et ne permettait d'identifier que relativement peu d'erreurs. A contrario, l'analyse de tableaux permettait une approche statistique du répertoire mais ne débouchait que rarement sur l'identification d'erreurs.

30. Enfin il existait - et il existe toujours - des contraintes fortes liées à la double nature de SIRENE: système national d'identification inséré dans un ensemble de règles inter-administratives, et outil central de la statistique d'entreprise (base de sondage, référentiel).

#### B. La récente refonte du répertoire («SIRENE3»)

31. SIRENE a fait l'objet d'une refonte importante grâce au projet «SIRENE3», dont les réalisations se sont échelonnées du printemps 2003 à la fin 2006. Cette refonte de SIRENE visait 2 objectifs principaux: améliorer la qualité du répertoire et alléger les charges de gestion.

#### La prise en compte de la qualité dans la gestion quotidienne

32. Comme on l'a noté, la qualité d'un répertoire ne dépend pas uniquement d'opérations régulières visant à l'améliorer: c'est d'abord au quotidien, dans la gestion de ce répertoire, qu'il faut maîtriser la qualité.

33. La réception de l'information «administrative» par voie télématique, associée à sa normalisation, a permis de développer un nouveau poste de travail doté d'une automatisation poussée des traitements. Ainsi, certaines informations envoyées par les partenaires administratifs sont traitées entièrement automatiquement et d'autres, rejetées, nécessitent une reprise manuelle. Cette automatisation avancée des traitements garantit leur caractère homogène, qui est en soi un facteur de qualité.

34. De plus, la mise en œuvre de contrôles dans le flux du traitement des données améliore la qualité: toute information susceptible d'entrer dans le répertoire doit être contrôlée afin de ne pas détériorer l'information existant au répertoire.

35. Enfin, pour une grande majorité de données, on dispose désormais de méta-information qui permet de dater l'information, de fournir un indicateur sur la qualité de la donnée ou d'en préciser la source.

#### La prise en compte de la qualité en tant que «composante indépendante»

36. Outre l'amélioration de la gestion, SIRENE s'est enrichi pour mieux répondre aux besoins de la statistique d'entreprise et mieux faire apparaître la dimension «qualité».

37. En effet, parallèlement à la gestion quotidienne du répertoire (immatriculations par exemple), l'INSEE réalise, soit à l'initiative des gestionnaires du répertoire, soit à la demande des responsables des opérations statistiques, des opérations hors circuit administratif: il peut

s'agir par exemple de mises à jour de variables destinées à la sphère statistique, d'études de populations "à problèmes" (voir section V ci-dessous) présentant des exemples de réalisations). On appelle ces actions «opérations qualité». Pour les gérer, on a utilisé une technique analogue à celle qui permet de traiter les informations en provenance du circuit administratif: on traite l'information issue des «opérations qualité» grâce au même poste de travail, ce qui permet des traitements similaires à ceux effectués en gestion. Le poste permet également au management l'allocation de priorités aux opérations de gestion ou aux opérations de qualité. Les plans annuels relatifs à l'activité des agents chargés de la gestion du répertoire prennent explicitement en compte les charges liées aux opérations qualité.

38. De plus, on a souhaité impulser une démarche qualité non plus avec uniquement une «mission nationale qualité» mais avec un échelon local, au niveau de l'encadrement de chaque équipe de gestion du répertoire. Ainsi, un rôle de «responsable qualité» a été créé dans chaque équipe régionale de l'INSEE. Il dispose d'outils de travail spécifiques, notamment un tableau de bord afin de suivre le traitement des «opérations qualité» (volumétrie, échéancier...), de suivre l'impact de ces traitements sur le répertoire et donc de dresser des bilans des opérations.

39. En fonction de l'avancement des «opérations qualité» et de la gestion administrative (qui reste prioritaire bien sûr), le responsable qualité peut proposer de nouvelles opérations, les décisions étant prises en fonction de la charge de travail de l'équipe.

## **V. RÉALISATIONS: LES «OPÉRATIONS QUALITÉ»**

40. Tout en tenant compte des contraintes liées au caractère inter-administratif de SIRENE et dans le respect des règles qui lui sont associées, l'INSEE a développé un ensemble d'opérations hors système administratif.

41. Regroupées sous le terme d'«opérations qualité», les opérations d'amélioration du répertoire peuvent prendre des formes multiples (selon leur rythme, selon les populations concernées) mais poursuivent le même but: améliorer la qualité des données de SIRENE en palliant les déficiences du réseau inter-administratif pour les besoins des utilisateurs statisticiens et des diffuseurs de l'information du répertoire.

### **A. Différentes façons de repérer les unités ciblées**

42. Une opération d'amélioration de SIRENE peut être lancée soit à la demande d'un utilisateur du répertoire (pour résoudre des situations divergentes ou d'incohérences), soit à la demande des responsables du répertoire eux-mêmes (dans une démarche volontariste d'améliorer les données mises à la disposition des utilisateurs).

43. La manière de sélectionner les unités est donc différente selon les cas:

- (a) L'utilisateur envoie un fichier d'unités qu'il juge en anomalie: les résultats d'une enquête ou l'exploitation d'une source montrent des résultats différents de ceux du répertoire. Il attend en retour une expertise de SIRENE et une réponse pour chacun des cas signalés.



Exemple: si l'envoi d'un questionnaire à une unité légale grâce à l'adresse présente dans SIRENE échoue, le service qui a émis l'enquête retourne cette information au répertoire pour expertise de l'adresse.

- (b) Un responsable SIRENE extraira une liste d'unités qu'il juge suspectes et qu'il s'emploiera à améliorer de la base de données selon certaines critères.  
Exemple: en disposant dans le répertoire des noms, dates de naissance, les équipes SIRENE peuvent vérifier que le répertoire ne présente pas de doubles immatriculations pour une même personne.

## B. Différentes formes d'opérations

- (a) Les listes d'unités à expertiser

Il s'agit pour ces dernières d'apporter une réponse à un problème précis portant sur une variable. Des cas ont été cités plus haut.

- (b) Les Enquêtes d'Amélioration du Répertoire:

Les «opérations qualité» peuvent aussi être de réelles enquêtes par questionnaire auprès des entreprises afin de procéder à une validation globale de leurs caractéristiques ainsi que celles de leurs établissements.

C'est par exemple une des méthodes utilisées pour réaliser l'introduction dans le répertoire de la nouvelle nomenclature française d'activités économiques NAF rév. 2, dérivée de la NACE rév. 2., elle-même dérivée de la CITI rév. 4.

- (c) Mises à jour «de masse»:

Lorsqu'une enquête donne, sur un champ très large, de l'information sur des variables du répertoire, on peut s'en servir pour actualiser le répertoire.

Naturellement, toutes les sources exploitées à l'NSEE n'ont pas vocation à mettre à jour sans contrôle le répertoire. Actuellement, deux sources sont utilisées pour ce type de mise à jour: une concerne les effectifs salariés et l'autre le chiffre d'affaires. Ainsi, chaque année, la totalité des unités ayant eu des salariés au cours de l'année écoulée fait l'objet d'une mise à jour de ses effectifs dans le répertoire grâce à une source unique et exhaustive.

- (d) Mises en concordance:

Le répertoire SIRENE se doit d'être en conformité avec les autres registres administratifs. C'est pourquoi on peut être amené à «comparer» le contenu de ces registres avec SIRENE, à la demande d'une administration. Ces opérations dites de mise en concordance permettent d'améliorer la qualité des deux répertoires comparés.

C. Différents rythmes et déroulements

44. Certaines opérations sont périodiques, d'autres non.

45. Le choix de rendre certaines opérations périodiques est lié aux besoins de l'utilisateur et à la répartition de la charge dans les équipes SIRENE. Exemple: la mise à jour du code activité des unités légales, grâce aux enquêtes annuelles d'entreprises, a lieu en continu, au rythme de l'exploitation des résultats de l'enquête.

46. D'autres opérations sont ponctuelles, comme par exemple la détection des "fausses actives". SIRENE repère des unités qui, bien que marquées actives au répertoire, ont une forte probabilité d'avoir cessé leur activité (pas de mouvement récent sur ces unités).

47. Enfin, certaines opérations sont d'abord ponctuelles puis périodiques. Cela permet d'expertiser d'abord un stock d'unités suspectes. Une fois le stock traité, la transformation de l'opération en action périodique évite la formation d'un nouveau stock d'unités suspectes.

D. L'engagement de réponse

48. Un des aspects de la qualité est aussi l'engagement de réponse de SIRENE aux demandes qui lui sont faites. En effet, si l'opération qualité est lancée à la demande d'un utilisateur statistique ou associé à la gestion du répertoire, cet utilisateur recevra toujours une réponse. Même si SIRENE choisit ne pas prendre en compte, par exemple, une demande de modification l'utilisateur en sera informé par une réponse motivée. C'est ici l'occasion de réaffirmer que la qualité n'est pas la recherche de la performance maximale, mais le respect de la performance spécifiée et donc attendue.

## VI. POURSUIVRE LA DÉMARCHE QUALITÉ

49. Le nouveau poste de travail dont dispose SIRENE contribue à une meilleure qualité du répertoire: gestion plus homogène, contrôles en cours de gestion, mise à disposition de méta-information, poste de travail permettant le suivi des travaux.

50. Ce poste de travail fait aussi une part plus grande et plus visible à la qualité: autrefois mise de côté par manque de moyens, ou parce que cela sortait un peu du cadre «administratif» (même si certains traitements rejaillissent sur la qualité des données administratives), la qualité est désormais une composante à part entière. Le rôle des responsables locaux de qualité, créés il y a 2 ans, a d'ailleurs été très vite adopté et apprécié dans les équipes chargées de la gestion du répertoire.

51. Enfin, la souplesse apportée par la conception du poste de travail devrait également permettre de continuer à progresser: il reste probablement des populations à expertiser, à étudier et à soumettre à de nouvelles «opérations qualité».

Quelques indications de volume des opérations :

52. Les premières «opérations qualité» dans le poste de travail SIRENE3 ont vu le jour fin 2004.

- (a) 210 000 unités légales ont fait l'objet d'une mise à jour ou d'une validation de leur code activité (grâce aux données des enquêtes annuelles d'entreprise);
- (b) 15 000 unités ont fait l'objet d'une expertise à la demande des statisticiens (adresse fausse, cessation probable);
- (c) 15 000 doubles potentiels ont été examinés;
- (d) 45 000 «fausses actives» sont en cours d'examen;
- (e) Fin 2006, 3,5 millions d'unités (unités légales ou établissements) ont fait l'objet d'une mise à jour de leurs effectifs;
- (f) Printemps 2007: près de 2 millions d'entreprises auront eu une mise à jour de leur chiffre d'affaires.

**Références**

Re-engineering the French Business Register (2000-2006) par Marie-France Bobin et Michel Euriat (INSEE), France - 19th International Roundtable on Business Survey Frames, Cardiff, United Kingdom 17-21 October 2005  
([http://forum.europa.eu.int/Public/irc/dsis/businesssurvey/library?l=/2005\\_cardiff/developing\\_register/session\\_francedoc/\\_EN\\_1.0\\_&a=d](http://forum.europa.eu.int/Public/irc/dsis/businesssurvey/library?l=/2005_cardiff/developing_register/session_francedoc/_EN_1.0_&a=d) )

-----